



COMMUNIQUÉ

LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES REMET LES PRIX ROBERT-SAUVÉ 2019

Montréal, le 8 novembre 2019 - C'est avec fierté que M^e Yvan Niquette, président de la Commission des services juridiques, a remis le 7 novembre dernier, à Montréal, les prix Robert-Sauvé 2019. Ces prix ont été créés afin de souligner la contribution exceptionnelle de personnes à la promotion des droits des démunis. Le prix porte le nom du président fondateur de l'aide juridique du Québec, l'honorable Robert Sauvé, président de la Commission des services juridiques de 1972 à 1977. Un des prix est remis à une personne issue du réseau de l'aide juridique et l'autre à une personne du grand public.

Le prix Robert Sauvé, volet « réseau », est décerné cette année, à **M^e Rodrigue Joncas** pour son engagement communautaire exceptionnel et son très grand dévouement auprès de la clientèle du Centre communautaire juridique du Bas Saint-Laurent–Gaspésie. Le prix Robert-Sauvé, volet « grand public », 2019 est décerné à **Monsieur Michel Purcell** pour son implication exceptionnelle dans le milieu communautaire et son très grand dévouement dans le travail de rue communautaire dans la Municipalité régionale de comté (MRC) de Maskinongé.

M^e Rodrigue Joncas

M^e Joncas exerce la profession d'avocat depuis 43 ans dont 28 ans dans le réseau de l'aide juridique.

Fier Gaspésien, il a commencé sa pratique dans un cabinet privé où il y demeura jusqu'en 1989. M^e Joncas s'est ensuite tourné vers le Centre communautaire juridique du Bas Saint-Laurent–Gaspésie, d'abord au bureau de Gaspé et de 2000 à juin 2017, au bureau de Rimouski.

M^e Joncas est un avocat qui aime sa clientèle, la traite avec un immense respect, beaucoup d'empathie et énormément de cœur.

Ses implications communautaires ont été nombreuses alors qu'il était dans le réseau de l'aide juridique. Pour en nommer que quelques-unes, il a été membre fondateur de l'organisme Place des Hommes, dans la région de Rimouski. Il a également siégé comme président du conseil d'administration de la Ressource d'aide aux personnes handicapées pendant huit ans, soit de 2005 à 2013.

Par ailleurs, en tant qu'élu municipal, il a siégé sur le comité consultatif sur la pauvreté afin de partager son expérience acquise auprès de la clientèle de l'aide juridique.

Parmi ses autres implications, il a mis ses talents au service du syndic du Barreau à titre de syndic correspondant. Il a également ouvert au sein du Barreau de section, agissant à titre de bâtonnier.

Finalement, M^e Joncas a eu l'honneur d'être reconnu par ses pairs criminalistes en recevant le prix Antonio Lamer 2017, prix décerné par l'Association québécoise des avocats et avocates de la défense (AQAAD). Ce prix reconnaît l'excellence d'une carrière vouée au droit et à la justice.

Monsieur Michel Purcell

Ayant étudié en dessin publicitaire et en éducation spécialisée, monsieur Purcell est coordonnateur du TrueC, soit le Travail de rue communautaire de la MRC de Maskinongé, organisme dont il est à la barre depuis près de 25 ans.

Il est un travailleur engagé dans son milieu et un précurseur en travail de rue dans un milieu rural. Il est à l'origine de la fondation du travail de rue dans la MRC de Maskinongé.

Il est un combattant et mobilisateur hors pair, il sait défendre les intérêts des plus démunis afin que collectivement des solutions soient trouvées afin de répondre aux nombreux enjeux comme l'hypersexualisation, le manque de communication, l'augmentation et le développement de problèmes graves de santé mentale et la hausse de l'itinérance.

Il est un des membres fondateurs de l'Association des Travailleurs et Travailleuses de rue du Québec (ATTrueQ) et du Regroupement des organismes communautaires du Québec en travail de rue (ROCQTR).

À propos de la Commission des services juridiques

La Commission des services juridiques est l'organisme chargé de l'application de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* au Québec. L'aide juridique peut être accordée à toute personne financièrement admissible pour différents services juridiques en matière civile, familiale, administrative, criminelle, en droit de la santé mentale, en droit de l'immigration et en droit des jeunes. Elle est également l'organisme chargé d'offrir les services prévus à la *Loi favorisant l'accès à la justice en matière familiale*, soit le Service d'aide à l'homologation (SAH) et le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA).

Pour plus d'information, veuillez consulter le site Internet de la Commission des services juridiques à l'adresse suivante: <http://www.csj.qc.ca> .

-30-

Source : M^e Richard La Charité, rlacharite@csj.qc.ca

Secrétaire et responsable du Service des communications
(514) 873-3562, poste 232